

# La fin de la baisse de l'emploi agricole ?

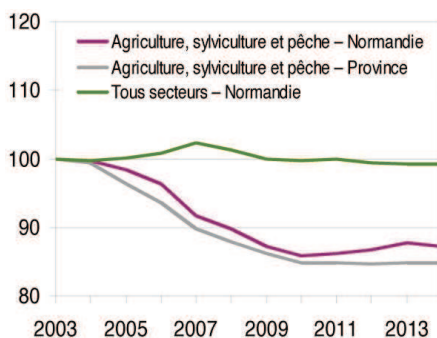
Fin 2014, l'agriculture, la sylviculture et la pêche emploient 41 200 personnes en Normandie, soit 13 % de moins qu'en 2003. La part de ces secteurs dans l'emploi total est plus forte en Normandie que dans l'ensemble des régions de province : 3,2 % contre 2,5 %.

Le début des années 2010 marque la fin de la baisse de l'emploi dans l'agriculture. Cette inflexion est essentiellement due à la diminution de l'emploi dit familial, la moindre participation des membres de la famille du chef d'exploitation aux travaux agricoles se trouvant en partie compensée par les salariés permanents. Il s'agit d'un phénomène national (*Illustration 2*). Au fil des ans, la baisse de l'emploi avait accompagné la concentration des exploitations agricoles, avec l'extension de la surface cultivée par exploitation, l'accroissement de la taille des élevages et une mécanisation de plus en plus poussée. L'agriculture rejoindrait-elle les secteurs d'activité créateurs d'emplois ? Ce serait une bonne nouvelle pour une Normandie où ce secteur pèse plus qu'en moyenne nationale.

En revanche, l'emploi dans la pêche (3 000 emplois en 2012) et dans la sylviculture (1 200 emplois) continue de baisser sensiblement : - 16 % dans la pêche entre 2007 et 2012 (- 12 % en province) et - 12 % dans la sylviculture (- 3 % en province).

## 2 La fin de la baisse de l'emploi agricole à partir de 2010

Évolution de l'emploi total dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche de 2003 à 2014

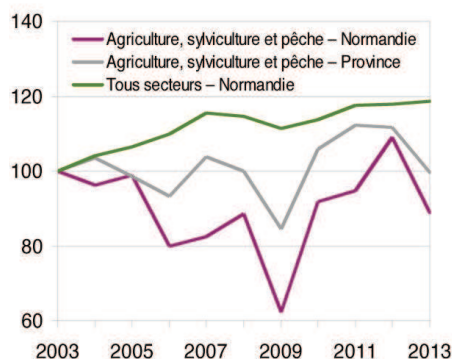


Source : Insee, Estel au 31/12  
Unité : indice en base 100 en 2003

## 3 L'agriculture normande très affectée par la crise des prix agricoles en 2009 puis 2013

En 2013, l'agriculture, la sylviculture et la pêche génèrent 2,2 % de la valeur ajoutée produite en Normandie. C'est la part moyenne des régions de province. Cette part tend à diminuer davantage en Normandie (*Illustration 3*) : en 2003 elle atteignait 3 %.

Évolution de la valeur ajoutée dans l'agriculture, la sylviculture et la pêche de 2003 à 2013



Source : Insee, Comptes régionaux base 2010  
Unité : indice en base 100 en 2003

L'agriculture régionale subit les crises chroniques françaises de ces dernières années. En 2009, année noire, l'ensemble des prix agricoles sont orientés à la baisse. Les prix à la production chutent très sévèrement, notamment dans les secteurs des céréales et du lait (deux productions importantes en Norman-

die), entraînant l'effondrement de la valeur ajoutée agricole (- 30 %). Après la flambée des cours en 2012, les prix des céréales baissent à nouveau en 2013. Ensuite, 2015 est l'année des difficultés concernant les productions animales. La baisse des prix de la viande fragilise les trésoreries des éleveurs. Au même moment, la sortie des quotas se traduit par une hausse générale de la production européenne, dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale, avec un marché russe toujours sous embargo. Les filières de la viande et du lait normandes en pâtissent largement.

## Poursuite de la concentration de l'agriculture

En 2010, le nombre d'exploitations agricoles avoisine les 35 400, un tiers de moins qu'en 2000 (*Illustration 4*). Les petites exploitations continuent de se raréfier. Leurs capacités de production sont reprises par des exploitations moyennes ou grandes, dont la superficie moyenne, bien supérieure à la moyenne nationale, atteint 93 hectares en 2010, soit une progression de 27 % en dix ans.

L'agriculture normande reste spécialisée dans l'élevage bovin (42 % des exploitations, contre un quart en province). Cette spécialisation recule cependant, puisqu'elle concernait 60 % des exploitations à la fin des années quatre-vingt.

En se concentrant, cette agriculture se professionnalise. Sur l'exploitation agricole, les membres de la famille du chef d'exploitation n'apportent que 12% du volume de travail (21% dix ans auparavant).

## 4 Une forte baisse des petites exploitations en dix ans

Caractéristiques des exploitations agricoles

Taille des exploitations	Normandie		Province	
	2010	Évolution 2000-2010	2010	Évolution 2000-2010
<b>Petites exploitations (nombre)</b>	15 490	- 41,4	177 060	- 35,9
Superficie moyenne (ha)	7,9	20,9	10,5	26,1
Part dans la SAU* totale (%)	6,2	- 2,2	7,0	- 1,4
<b>Moyennes et grandes exploitations (nombre)</b>	19 880	- 22,3	307 890	- 19,2
Superficie moyenne (ha)	93,4	26,8	79,7	21,6
Part dans la SAU totale (%)	93,8	2,2	93,0	1,4
<b>Ensemble (nombre)</b>	35 370	- 32,0	484 950	- 26,2
Superficie moyenne (ha)	56,0	41,5	54,4	31,2
Part dans la SAU totale (%)	100,0	/	100,0	/

\* SAU : superficie agricole utilisée  
Sources : AGRESTE, recensements de l'agriculture 2000 et 2010  
Unités : nombre, %

# La construction souffre depuis 2009

En Normandie, le poids de la construction dans l'emploi et la production est relativement élevé. Or, dans la région comme en France, ce secteur, après avoir fortement progressé, subit en 2009 une importante récession. Par rapport à celle qui frappe l'ensemble des secteurs, celle de la construction est à la fois plus marquée et plus durable. Ce retournement s'explique en grande partie par une réduction de la demande.

## Une demande qui fléchit nettement

En France, le marché immobilier est dynamique au début des années 2000. La baisse des taux, l'allongement des durées d'emprunts et certains dispositifs publics (comme le prêt à taux zéro ou les dispositifs d'amortissement fiscal en faveur de l'investissement locatif) stimulent la demande de biens immobiliers dont les prix augmentent. Ce dynamisme, conjugué à l'effort de construction de logements sociaux porté par le plan de cohésion sociale de 2005, favorise la construction : de 2003 à 2008, les mises en chantier de logements progressent de 2,9 % par an en Normandie et de 1,8 % en province. Sur cette période, la valeur ajoutée et l'emploi du secteur croissent vivement.

En 2008, les conditions d'emprunt se durcissent, les taux d'intérêt remontent et les ventes immobilières reculent (- 52,8 % en Normandie et - 38,2 % en province, par rapport à 2007). Elles peinent par la suite à repartir, malgré la stabilisation des prix. L'activité de la construction s'en trouve affectée : de 2008 à 2014, les mises en chantier régressent, de 3,8 % par an en Normandie et de 3,4 % en province. En outre, les collectivités locales, sous l'influence de la baisse des dotations de l'État, réduisent leurs investissements. Dans la région, les dépenses de travaux publics reculent de - 2,2 % par an de 2008 à 2014. L'ensemble de ces facteurs contribue à un net ralentissement de la construction depuis 2008.

## Une évolution de la valeur ajoutée importante, mais moins qu'en province

En termes de richesse créée, la valeur ajoutée de la construction normande s'élève à 5,5 milliards d'euros en 2013, soit 6,8 % du total régional. Cette part classe la Normandie au 5<sup>e</sup> rang des 12 régions de province. En Normandie néanmoins, le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée est tel qu'il tend à minorer celui des autres secteurs.

Hors industrie, le poids de la construction dans la valeur ajoutée situerait la région au 3<sup>e</sup> rang, derrière la Corse et les Pays de la Loire.

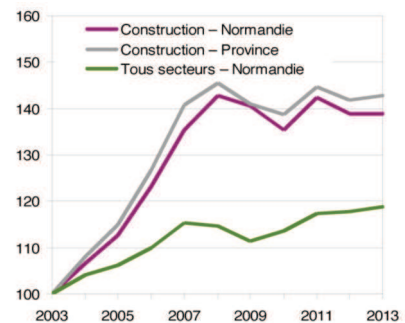
Depuis 2003, la valeur ajoutée de la construction a progressé de 39 %, bien plus que dans l'ensemble des secteurs normands (20 points de plus). Cette progression est toutefois moins élevée qu'en province (4 points de moins). Comme en province en revanche, cette forte hausse a eu lieu uniquement de 2003 à 2008, pendant la phase de croissance. La valeur ajoutée baisse ensuite jusqu'en 2010 (- 5,2 %) puis repart, sans retrouver en 2013 son niveau d'avant crise (*Illustration 5*). Ce recul reflète bien une baisse de la production et non une baisse des prix. Depuis 2008 en effet, la mesure des prix dans la construction est en constante progression au niveau national.

## La construction est présente sur tout le territoire

L'emploi de la construction est relativement bien réparti sur le territoire (*Illustration 6*). Les entreprises de la construction, de petite

### 5 La richesse créée dans la construction plus dynamique que celle de l'ensemble des secteurs

Évolution de la valeur ajoutée dans la construction de 2003 à 2013

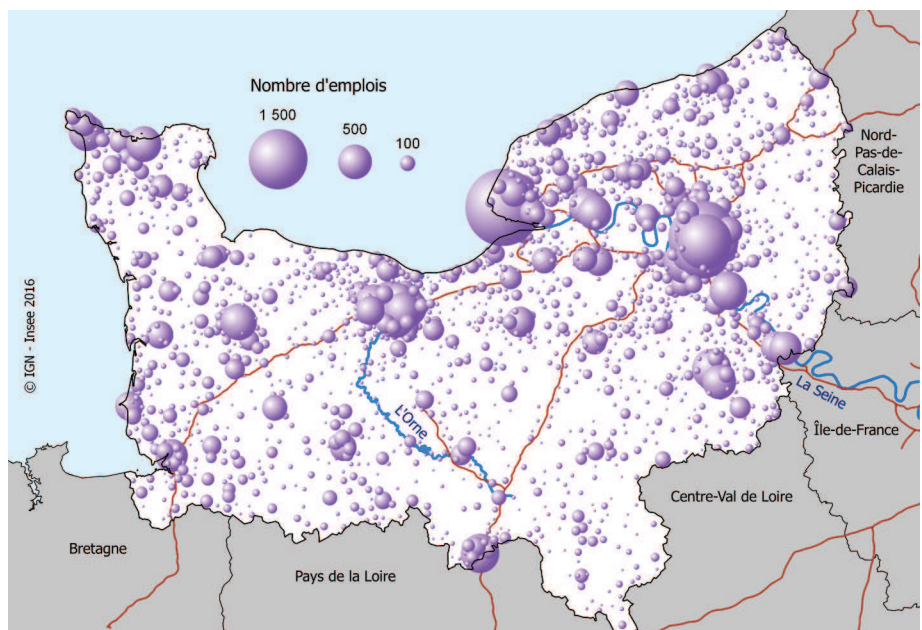


Source : Insee, Comptes régionaux base 2010  
Unité : indice en base 100 en 2003

taille en général, sont plus souvent implantées en dehors des grandes agglomérations. Ainsi, alors que les communes du Havre, de Rouen et de Caen concentrent 20 % des effectifs salariés de la région en 2014, elles ne cumulent que 7 % de l'emploi salarié de la construction.

### 6 L'emploi salarié dans la construction faiblement concentré

Localisation de l'emploi salarié dans la construction en Normandie en 2014



Source : Insee, Clap 2014 - hors Défense

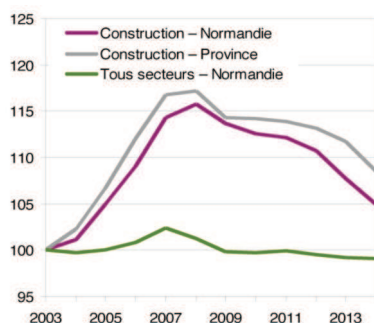
## L'emploi baisse après 2008

Fin 2014, en Normandie, la construction emploie 90 500 personnes, soit 7,1 % de l'emploi total. Même si le poids de la construction dans l'emploi normand est un peu plus élevé qu'ailleurs, il reste dans la moyenne de province (6,7 %). Parmi ces emplois, 17,6 % sont non salariés, une part importante au regard de l'ensemble des secteurs (10,2 %), mais similaire à celle observée dans la construction en province (21,7 %).

Depuis 2003, le secteur a gagné 4 300 emplois (+ 5,0 %), une hausse moins importante qu'en province (3,5 points de moins). Cette hausse est due exclusivement à la croissance du nombre de non salariés. En effet, le nombre de salariés est stable entre 2003 et 2014 tandis que celui des non salariés augmente d'un tiers, notamment du fait de la mise en place en 2009 du régime de l'auto-entrepreneur. La progression de l'emploi étant moindre que celle de la valeur ajoutée, la productivité apparente du travail augmente, passant de 45 600 euros par tête en 2003 à 58 800 euros en 2014.

## 7 Une forte hausse jusqu'en 2008, suivie d'une baisse continue de l'emploi

Évolution de l'emploi total dans la construction de 2003 à 2014



Source : Insee, Estel au 31/12  
Unité : indice en base 100 en 2003

## 8 La baisse de l'emploi dans la construction après 2008 concerne tous les départements

Évolution de l'emploi total dans la construction par département

	Emplois en 2014	Évolution de l'emploi 2003-2014		Taux de variation annuel moyen	
		Volume	%	2003-2008	2008-2014
Calvados	18 200	1 120	6,6	3,3	-1,6
Eure	14 260	930	7,0	3,2	-1,5
Manche	15 170	500	3,4	2,1	-1,2
Orne	7 480	-550	-6,8	1,8	-2,6
Seine-Maritime	35 380	2 270	6,9	3,3	-1,6
<b>Construction en Normandie</b>	<b>90 490</b>	<b>4 270</b>	<b>5,0</b>	<b>3,0</b>	<b>-1,6</b>
<b>Tous secteurs en Normandie</b>	<b>1 282 570</b>	<b>-11 050</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>

Source : Insee, Estel au 31/12  
Unités : nombre, %

Du fait des fluctuations d'activité, la progression de l'emploi est loin d'avoir été linéaire. Le secteur gagne 13 550 postes de 2003 à 2008 (+ 15,7 %), puis en perd 9 300 de 2008 à 2014. Ces évolutions sont bien plus marquées que celles de l'emploi total, mais elles sont conformes à celles de la construction dans la France de province. Les effets de la récession sur l'emploi restent toutefois particulièrement forts dans la région (*Illustration 7*). Les travaux de construction spécialisés, qui recrutent 80 % des salariés de la construction, participent majoritairement à la baisse de l'emploi dans le secteur depuis la crise. L'emploi dans la construction de bâtiments recule chaque année. Seul le génie civil n'enregistre une baisse de l'emploi qu'à partir de 2013, d'où l'accélération de la baisse dans la construction à partir de cette date.

## L'Orne, particulièrement frappée par la baisse de l'emploi dans la construction

Le recul du secteur durant la période de récession est particulièrement vif dans l'Orne, avec 2,6 % d'emplois en moins par an, soit une baisse supérieure d'un point à celle constatée au niveau régional. Toutefois, ce

département est celui qui concentre le moins d'emplois de la construction (8,3 % de l'emploi régional du secteur). Durant la période de croissance déjà, l'Orne se distingue par une progression en retrait (+ 1,8 % par an contre + 3,0 % en Normandie). Au final, l'Orne est le seul département normand où l'emploi du secteur régresse sur l'ensemble de la période étudiée, de 2003 à 2014 (*Illustration 8*). La Manche est le département le moins touché par la baisse de l'emploi dans la construction, même si l'emploi recule de - 1,2 % par an entre 2008 et 2014.

# Une contraction de l'emploi moins forte après 2010 dans l'industrie

La Normandie est une région de tradition industrielle. La crise économique et financière de 2008 a particulièrement touché le secteur, et notamment l'industrie automobile, activité importante dans l'économie normande. Toutefois, l'industrie normande a été remarquablement résiliente durant la crise. La valeur ajoutée industrielle, qui progressait à un rythme moindre en Normandie qu'en France métropolitaine au cours des années précédant le choc de 2008-2009, augmente plus rapidement depuis 2010.

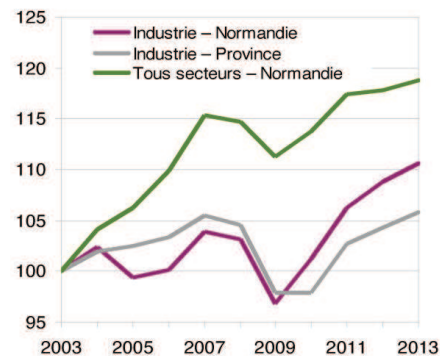
## La Normandie, région où la contribution de l'industrie à la valeur ajoutée est la plus forte

La Normandie se place au 1<sup>er</sup> rang des douze régions de province en termes de poids de l'industrie dans la valeur ajoutée (20 %, contre 16 % en moyenne en province). Cette importance de l'industrie dans la région n'a fait que se confirmer depuis dix ans. En 2003, la Normandie ne figurait qu'au 5<sup>e</sup> rang sur 12 avec un poids de 22 % contre 19 % en province. Les secteurs prédominants, comprenant les industries pétrochimiques, chimiques, pharmaceutiques, la production

d'électricité et le raffinage, demeurent des secteurs à forte valeur ajoutée. Ainsi, bien que le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée normande ait chuté en 10 ans, il a moins diminué qu'ailleurs ce qui a permis à la région d'atteindre la première place.

### 9 La Normandie retrouve dès 2011 le niveau de valeur ajoutée de 2007

Évolution de la valeur ajoutée dans l'industrie de 2003 à 2013



Source : Insee, Comptes régionaux base 2010  
Unité : indice en base 100 en 2003

### Après la crise, une remontée plus précoce de la valeur ajoutée industrielle en Normandie

La valeur ajoutée industrielle a fléchi sous l'effet de la crise de 2008, plus fortement que dans l'ensemble des secteurs de l'économie normande (Illustration 9). Avant la crise, sur la période 2003-2008, la valeur ajoutée industrielle progressait plus modérément en Normandie qu'en France de province (0,6 % contre 0,9 % par an). En revanche, après la crise, sur la période 2008-2013, elle augmente plus vite dans la région qu'ailleurs (1,4 % contre 0,3 % par an).

La production industrielle française s'est dégradée dès le printemps 2008. Si le repli a affecté toutes les branches, il a été particulièrement marqué dans la fabrication de matériel de transport (incluant l'industrie automobile), la fabrication d'équipements électriques et celle d'autres produits industriels (chimie, pharmacie, métallurgie, etc), secteurs qui représentent les deux tiers de la valeur ajoutée industrielle normande. Plusieurs points forts de l'industrie régionale ont donc été durement touchés par la récession de 2008-2009. Cependant, la valeur ajoutée in-

### 10 Le dynamisme du secteur de la fabrication d'autres produits industriels contribue fortement au redressement de la valeur ajoutée normande

Évolution de la valeur ajoutée industrielle de 2003 à 2013 par secteur

	Taux de variation annuel moyen 2003-2008		Taux de variation annuel moyen 2008-2013		Contribution des secteurs à la variation de la VAI ** 2008-2013		Part dans la VAI en 2013	
	Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	-3,1	0,4	5,4	3,7	47,1	220,2	13,7	16,5
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	1,2	0,8	2,1	1,4	24,0	96,4	16,4	18,3
Cokéfaction et raffinage	10,3	11,2	-1,2	-0,1	-3,9	-0,2	4,2	0,8
Fabrication d'équipements électriques, informatiques ; fabrication de machines	-4,2	0,2	-1,6	-2,7	-10,5	-128,0	8,3	10,8
Fabrication de matériels de transport	-3,7	-0,5	-0,1	0,7	-0,9	21,2	8,3	7,9
Fabrication d'autres produits industriels	2,8	1,3	1,2	-0,6	44,1	-109,6	49,1	45,7
<b>Ensemble des activités industrielles</b>	<b>0,6</b>	<b>0,9</b>	<b>1,4</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\*\* VAI : valeur ajoutée industrielle

Source : Insee, Comptes régionaux base 2010

Unité : %

Note : l'évolution de la valeur ajoutée industrielle est décomposée en la somme des contributions de ses différents secteurs d'activités. Il s'agit de pondérer les variations annuelles du secteur d'activités par son poids dans l'ensemble des activités industrielles. La pondération est réalisée avec le poids en début de période (2008), ce qui explique que sur la période 2008-2013, la somme des contributions ne coïncide pas toujours avec la variation annuelle moyenne.

Note de lecture : la fabrication d'autres produits industriels, qui pèse 49,1 % de la valeur ajoutée des activités industrielles en Normandie en 2013, voit sa valeur ajoutée augmenter de 2,8 % par an entre 2003 et 2008, puis de 1,2 % par an entre 2008 et 2013. Ce secteur contribue à hauteur de 0,6 point à l'augmentation constatée sur l'ensemble des activités industrielles.

dustrielle en Normandie s'est redressée dès 2010, plus rapidement et plus fortement qu'en province. L'activité industrielle rebondit dès le 2<sup>e</sup> trimestre 2009, notamment dans l'automobile, qui bénéficie de mesures temporaires de soutien à la demande (octroi de primes à la casse) et de la reprise des importations des pays émergents. En outre, les bonnes performances de la construction aéronautique, filière importante dans la région, ont permis de soutenir l'industrie. Le raffinage, l'énergie et la fabrication de matériel de transport, qui représentent plus du quart de la valeur ajoutée industrielle de la région, se sont redressés un an plus tôt que le reste de l'industrie.

## La valeur ajoutée industrielle est portée par la dynamique de la chimie et de la pharmacie

Les secteurs qui contribuent le plus à l'évolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2013 sont l'énergie et la fabrication d'autres produits industriels (Illustration 10). L'évolution de la valeur ajoutée de ces secteurs a été plus favorable en Normandie qu'en province. C'est surtout la croissance des autres produits industriels (dans lesquels sont classés les pétrochimistes, les industries pharmaceutiques, etc.) qui explique la dynamique d'ensemble plus favorable dans la région.

## Les gros établissements industriels plus présents dans la vallée de la Seine

Les gros établissements industriels sont implantés sur la vallée de la Seine (Illustration 11).

Un pôle raffinage et pétrochimie s'est développé autour de l'axe Rouen - Le Havre (Total, Exxonmobil, etc.). Autour des grandes villes, Rouen, Le Havre, Caen, Cherbourg-Octeville, l'industrie du matériel de transport est bien implantée avec Renault, Peugeot Citroën, etc. Les industries pharmaceutiques, avec Sanofi ou Glaxo Wellcome, sont très présentes dans l'Eure. Les centrales productrices d'électricité, à Paluel, Penly et Flamanville, font aussi partie des plus gros employeurs régionaux. Les industries agroalimentaires sont plus spécialement implantées dans la Manche (Les maîtres laitiers du Cotentin, Elle et Vire, etc) et en Seine-Maritime (Ferrero, Nestlé, etc.).

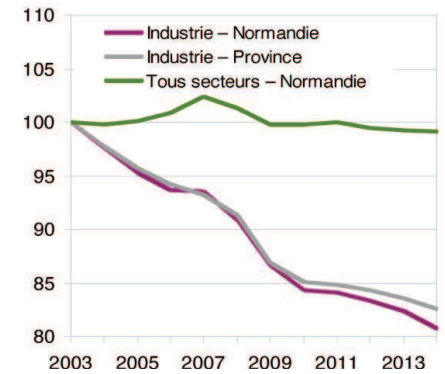
## Une baisse de l'emploi dans l'industrie beaucoup plus forte que dans les autres secteurs

Bien qu'en 2013, la part de l'industrie dans l'emploi soit plus importante en Normandie (16 %) qu'en France de province (14 %), la région a perdu sa première place par rapport à 2003 : elle est au 3<sup>e</sup> rang des 12 nouvelles régions de province, derrière la Bourgogne-Franche-Comté et les Pays de la Loire (17 %).

Le nombre des emplois industriels s'inscrit en net recul depuis 2003 (Illustration 12). En Normandie comme ailleurs, l'industrie est de loin le secteur qui a perdu le plus d'emploi entre 2003 et 2014 : en moyenne 4 000 emplois par an. Les emplois industriels salariés et non salariés sont passés de 256 300 à 206 900 en 11 ans. La part de l'emploi industriel dans l'emploi total a reculé de 20 % à 16 % en Normandie et de 17 % à 14 % en province. Le recul de l'emploi

## 12 La baisse de l'emploi industriel s'est accélérée pendant les années de crise

Évolution de l'emploi total dans l'industrie de 2003 à 2014



Source : Insee, Estel au 31/12

Unité : indice en base 100 en 2003

industriel en Normandie n'a bien sûr pas commencé avec la crise de 2008. Il s'inscrit dans un mouvement historique profond, qui concerne l'ensemble du pays. L'externalisation des services auparavant réalisés au sein de l'industrie manufacturière, les gains de productivité dus au progrès technique, la déformation de la structure de la demande au profit des services et la concurrence internationale expliquent la compression du nombre d'emplois industriels.

Depuis 2010, au sortir de la crise, la baisse du nombre des emplois est moins forte. L'érosion observée depuis des années s'atténue un peu. Les pertes d'emploi dues à l'externalisation des services (commencée dans les années 80) ont fini par se stabiliser. De plus, en Normandie, celles attribuables aux grandes restructurations avec fermeture de sites (Moulinex en 1990, UNIMETAL-SMN en 1993, SNACH et les Ateliers et Chantiers du Havre en 1999, Éclair Prestil en 2001, etc) ont fini par ralentir.

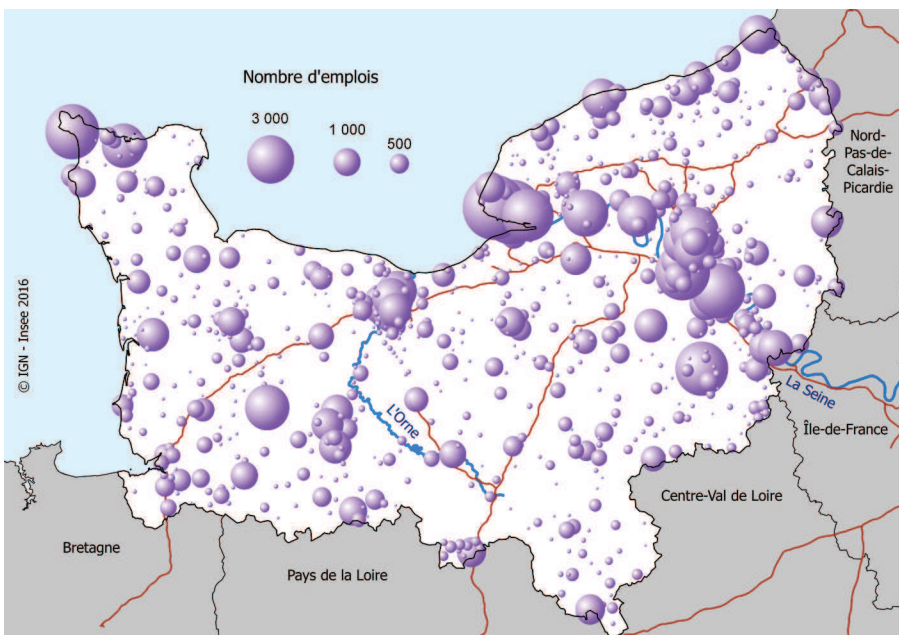
## La Manche, département le plus épargné par la perte d'emplois industriels

Tous les départements normands sont touchés par la baisse de l'emploi industriel (Illustration 13). La Manche se démarque toutefois par une perte d'emploi beaucoup plus modérée (-0,4 % par an entre 2008 et 2014), ce département bénéficiant d'un tissu industriel assez diversifié qui limite les risques de crise sectorielle importante. En outre, les activités industrielles les plus importantes localement (énergie, constructions navales, agroalimentaire) sont parmi les moins exposées aux aléas de la conjoncture.

Après la crise, les quatre autres départements normands subissent une perte comprise entre -2,5 % et -2,0 % par an. La Seine-Maritime, qui concentre 39 % des emplois industriels normands en 2014, perd quasiment autant

## 11 La vallée de la Seine abrite les gros établissements industriels

Localisation de l'emploi dans l'industrie en Normandie en 2014



Source : Insee, Clap 2014 - hors Défense

## 13 La Manche plus épargnée par la baisse de l'emploi industriel grâce à un tissu diversifié

Évolution de l'emploi total dans l'industrie par département

	Emplois en 2014	Évolution de l'emploi 2003-2014		Taux de variation annuel moyen	
		Volume	%	2003-2008	2008-2014
Calvados	33 950	-9 140	-21,2	-1,8	-2,5
Eure	39 030	-11 980	-23,5	-2,4	-2,4
Manche	33 010	-930	-2,7	0,0	-0,4
Orne	20 540	-5 260	-20,4	-1,9	-2,2
Seine-Maritime	80 330	-22 110	-21,6	-2,3	-2,1
<b>Industrie en Normandie</b>	<b>206 860</b>	<b>-49 420</b>	<b>-19,3</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,0</b>
<b>Tous secteurs en Normandie</b>	<b>1 282 570</b>	<b>-11 050</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,4</b>

Source : Insee, Estel au 31/12

Unités : nombre, %

d'emplois industriels avant et après récession. Elle concentre ses pertes d'emplois depuis 2008 essentiellement dans l'industrie automobile, dans la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, la métallurgie et le raffinage. À eux quatre, ces secteurs représentent 64 % des pertes d'emplois de 2008-2014. L'Eure est le deuxième département normand en termes d'emplois industriels (19%). Comme en Seine-Maritime, le département perd autant d'emplois entre 2003 et 2008

qu'entre 2008 et 2014. Les pertes touchent des secteurs plus divers. Ceux enregistrant les plus grandes pertes d'emplois sont la fabrication de produits en caoutchouc et en plastique, l'industrie chimique, la fabrication de machines et équipements, et la fabrication de denrées alimentaires. Ces secteurs concentrent 56 % des pertes d'emplois industriels de l'Eure.

Enfin, le Calvados et l'Orne, concentrant respectivement 16 % et 10 % de l'emploi indus-

triel normand, voient leurs pertes d'emplois s'accroître après 2008. Les pertes d'emplois sont conséquentes pour les deux départements dans la fabrication de matériel de transport (39 % des pertes d'emplois industriels de 2008 à 2014 dans le Calvados et 30 % dans l'Orne).

## L'énergie et les industries agroalimentaires, secteurs moins soumis aux aléas conjoncturels

La baisse globale du nombre d'emplois industriels cache de fortes disparités selon les secteurs (*Illustration 14*). Les secteurs de l'énergie et des industries agroalimentaires, qui emploient plus du quart des salariés de l'industrie régionale, ont mieux résisté à la crise. Ces activités sont moins soumises aux fluctuations de la demande. En revanche, les secteurs les plus contributifs à la baisse, incluant l'automobile (fabrication de matériels de transport), les équipements électriques, électroniques, informatiques, le travail du bois, les industries du papier, le textile et l'habillement, ont perdu plus du tiers de leurs emplois en 11 ans. Toutefois, malgré ces pertes, la spécialisation sectorielle de l'industrie en Normandie ne s'est pas fondamentalement transformée entre 2008 et 2014.

## 14 La fabrication de matériels de transport, la fabrication d'équipements et la métallurgie représentent plus de la moitié de la baisse de l'emploi industriel entre 2008 et 2014

Évolution de la valeur ajoutée industrielle de 2003 à 2013 par secteur

	Emplois en 2014	Taux de variation annuel moyen 2003-2008		Taux de variation annuel moyen 2008-2014		Contribution sectorielle à l'évolution de l'emploi entre 2008 et 2014	
		Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province
Fabrication d'autres produits industriels	95 330	-2,1	-2,5	-2,3	-2,6	54,5	68,1
<i>dont</i> Métallurgie et fabrication de produits métalliques	25 610	-2,4	-1,7	-1,9	-2,3	11,6	16,9
Fabrication de produits en caoutchouc, plastique, produits minéraux non métalliques	19 640	-1,5	-1,8	-2,3	-2,8	11,1	15,1
Industrie chimique	11 470	-2,6	-2,7	-1,8	-1,4	5,0	3,2
Industrie pharmaceutique	8 210	2,6	1,0	-1,4	-0,7	2,6	0,9
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	35 020	-0,1	-1,2	-0,3	-0,4	2,4	3,4
Fabrication de matériels de transport	25 160	-3,4	-1,7	-3,9	-2,1	25,2	12,1
Fabrication d'équipements électriques, informatiques ; fabrication de machines	21 740	-3,3	-1,6	-3,1	-2,5	17,2	18,9
Industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	19 590	0,4	0,0	0,9	0,7	-3,8	-3,5
Cokéfaction et raffinage	2 720	-2,6	-2,2	-5,8	-5,5	4,4	1,0
<b>Ensemble des activités industrielles en Normandie</b>	<b>199 560</b>	<b>-1,9</b>	<b>-1,9</b>	<b>-2,1</b>	<b>-1,8</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Tous secteurs	1 151 360	0,3	0,6	-0,6	-0,1	/	/

Source : Insee, Estel au 31/12

Unités : nombre, %

Note : l'évolution de l'emploi industriel est décomposée en la somme des contributions de ses différents secteurs d'activités. Il s'agit de pondérer les variations annuelles du secteur d'activités par son poids dans l'ensemble des activités industrielles. La pondération est réalisée avec le poids en début de période (2008), ce qui explique que sur la période 2008-2013, la somme des contributions ne coïncide pas toujours avec la variation annuelle moyenne.

Note de lecture : la fabrication de matériel de transport compte 25 160 emplois en 2014. L'emploi dans le secteur baisse, en Normandie, de -3,4 % par an entre 2003 et 2008 (-1,7 % en province) et de -3,9 % par an entre 2008 et 2014 (-2,1 % en province). Le secteur contribue à hauteur de -0,5 point à la variation constatée sur l'ensemble des activités industrielles (contribution à la baisse moins forte en province : -0,2 point).

## Dynamisme modéré dans le tertiaire

En Normandie, la part du tertiaire dans l'emploi et dans la valeur ajoutée est moins importante qu'en province, du fait de la prépondérance de l'industrie. Ce secteur a bien résisté à la crise, comparativement aux autres. Cette solidité est néanmoins à relativiser, la reprise du secteur étant sensiblement moins forte que dans le tertiaire de province.

### Une fort repli de la valeur ajoutée tertiaire entre 2007 et 2009

En 2013, la valeur ajoutée du tertiaire s'élève à 57 milliards d'euros en Normandie, soit 70,7 % du total. La Normandie est la région de province où cette part est la moins élevée. Ce classement résulte de l'importance du tissu industriel dans la région, lequel contribue davantage qu'en province à la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée du tertiaire normand a progressé de 20,9 % entre 2003 et 2013, davantage que dans l'ensemble de l'économie régionale (deux points de plus). La dyna-

mique est toutefois bien plus élevée en province (huit points de plus). Jusqu'en 2007, la valeur ajoutée tertiaire augmente de 4,4 % par an en Normandie, une progression aussi soutenue qu'en province. Entre 2007 et 2009, elle décroche en Normandie alors qu'elle est quasi stable en moyenne en province. Ce décrochage explique l'écart important entre la Normandie et l'ensemble des régions de province en termes d'évolution de la valeur ajoutée (Illustration 15). Si l'industrie normande a plutôt mieux traversé la crise que les autres industries régionales, le constat est donc inverse concernant les activités tertiaires.

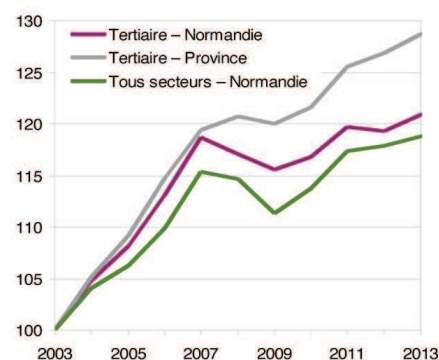
### La valeur ajoutée décroche dans le secteur de l'information et de la communication

Après 2007, la valeur ajoutée diminue dans tous les secteurs du tertiaire, mais la dégradation est plus marquée en Normandie qu'en moyenne en province. Quatre secteurs d'ac-

tivités expliquent le décrochage de la valeur ajoutée tertiaire en Normandie : l'informa-

### 15 La valeur ajoutée tertiaire évolue moins favorablement qu'en province

Évolution de la valeur ajoutée dans le tertiaire de 2003 à 2013



Source : Insee, Comptes régionaux base 2010  
Unité : indice en base 100 en 2003

### 16 Une dynamique de la valeur ajoutée différente selon le secteur d'activités du tertiaire

Évolution de la valeur ajoutée tertiaire de 2003 à 2013 par secteur

	Taux de variation annuel moyen 2003-2007		Taux de variation annuel moyen 2007-2013		Contribution des secteurs à la variation de la VAT ** 2007-2013		Part dans la VAT en 2013	
	Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	0,6	1,5	-1,3	0,3	-53,4	3,1	12,5	13,9
Transport et entreposage	5,6	3,8	-1,1	1,5	-25,9	7,3	7,2	6,0
Hébergement et restauration	4,0	4,5	1,3	2,1	13,8	5,9	3,5	3,7
Information et communication	3,1	3,6	-11,9	-4,1	-125,3	-14,9	2,1	3,7
Activités financières et d'assurance	5,0	4,9	4,3	4,2	48,4	13,0	4,1	4,3
Activités immobilières	7,7	7,7	0,0	0,4	-1,7	5,7	18,3	17,1
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien	5,6	6,1	-2,0	0,0	-86,1	0,1	12,3	13,5
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,8	4,1	2,8	2,7	298,4	68,6	36,1	33,9
Autres activités de services	3,4	4,0	2,7	4,0	31,8	11,2	4,1	3,9
<b>Ensemble des activités tertiaires</b>	<b>4,4</b>	<b>4,5</b>	<b>0,3</b>	<b>1,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

\*\* VAT : valeur ajoutée tertiaire

Source : Insee, Comptes régionaux base 2010

Unité : %

Note : l'évolution de la valeur ajoutée tertiaire est décomposée en la somme des contributions de ses différents secteurs d'activités. Il s'agit de pondérer les variations annuelles du secteur d'activités par son poids dans l'ensemble des activités tertiaires. La pondération est réalisée avec le poids en début de période (2007), ce qui explique que sur la période 2007-2013, la somme des contributions ne coïncide pas toujours avec la variation annuelle moyenne.

Note de lecture : l'information et la communication, qui pèse 2,1 % de la valeur ajoutée du tertiaire en Normandie en 2013, voit sa valeur ajoutée augmenter de 3,1 % par an entre 2003 et 2007, puis chuter de -11,9 % par an entre 2007 et 2013. Le secteur contribue à hauteur de -0,5 point à la variation constatée sur l'ensemble des activités tertiaires.

tion et la communication, les activités scientifiques et techniques, le commerce, et le transport-entrepasage (Illustration 16). Le secteur de l'information et de la communication, bien qu'il ne représente que 2,1 % de la valeur ajoutée tertiaire en 2013, est le plus contributif au ralentissement de cette dernière entre 2007 et 2013. Sa valeur ajoutée chute de près de 12 % par an en Normandie alors qu'elle ne baisse que de 4 % par an en province. Les activités scientifiques et techniques contribuent aussi au ralentissement du secteur en Normandie, contrairement à la province.

## L'emploi tertiaire, concentré dans les chefs-lieux

Orienté notamment vers la satisfaction des besoins de proximité, l'emploi tertiaire est concentré dans les chefs-lieux (Illustration 17), du fait de l'importance de leur population et de la présence des services publics. Ainsi, Rouen, Caen et le Havre regroupent ensemble le quart des salariés normands du tertiaire, et seulement 5,4 % de ceux de l'industrie, et 6,8 % de ceux de la construction. De ce fait, le Calvados et la Seine-Maritime sont les départements où le tertiaire est le plus développé.

Avant la crise économique et financière, la Seine-Maritime, le Calvados et l'Eure sont les plus dynamiques en termes d'évolution de l'emploi tertiaire (Illustration 19). Seul l'Orne, département le moins tertiaire de la région, perd des emplois entre 2003 et 2007. Après 2007, la crise économique a freiné la dynamique de l'emploi tertiaire dans tous les départements tandis que l'Orne continue de perdre des emplois. Le tertiaire est en grande partie dynamisé par des évolutions structurelles comme la démographie et l'Orne est le seul département normand qui perd de la population entre 2008 et 2013 (-1,2 %).

## 19 Le tertiaire est plus dynamique dans le Calvados et la Seine-Maritime

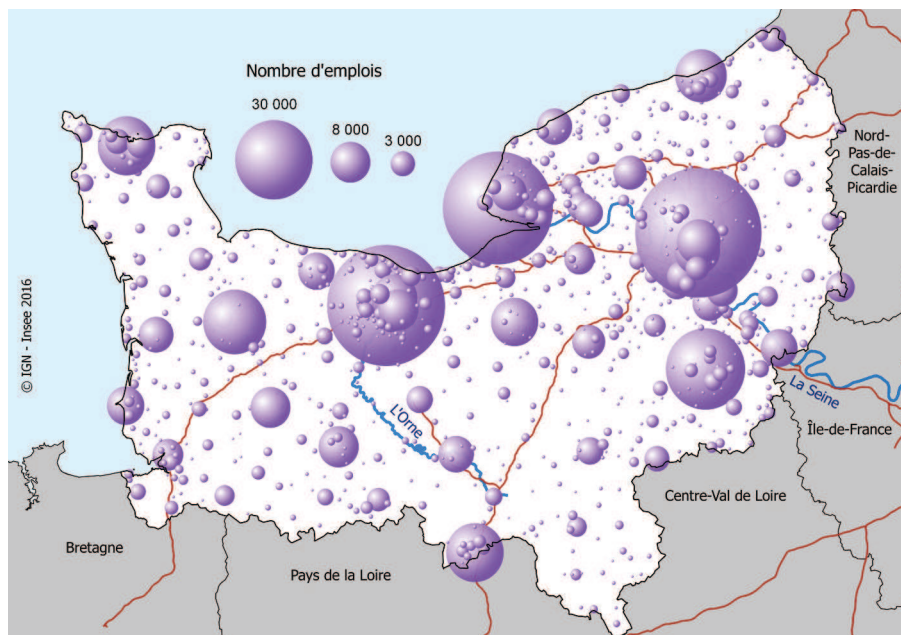
Évolution de l'emploi total dans le tertiaire par département

	Emplois en 2014	Évolution 2003-2014		Taux de variation annuel moyen		
		Volume	%	2003-2007		2007-2014
				2003-2007	2007-2014	
Calvados	218 880	13 880	6,8	1,2	0,3	
Eure	137 060	5 700	4,3	1,1	0,0	
Manche	130 320	4 630	3,7	0,7	0,1	
Orne	71 350	-3 710	-4,9	-0,3	-0,6	
Seine-Maritime	386 370	19 620	5,3	1,4	0,0	
<b>Tertiaire en Normandie</b>	<b>943 980</b>	<b>40 120</b>	<b>4,4</b>	<b>1,1</b>	<b>0,0</b>	
<b>Tous secteurs en Normandie</b>	<b>1 282 570</b>	<b>-11 050</b>	<b>-0,9</b>	<b>0,6</b>	<b>-0,5</b>	

Source : Insee, Estel au 31/12  
Unités : nombre, %

## 17 Rouen, Caen et Le Havre concentrent un quart de l'emploi salarié tertiaire

Localisation de l'emploi dans le tertiaire en Normandie en 2014



Source : Insee, Clap 2014 - hors Défense

## L'emploi tertiaire se maintient malgré la crise

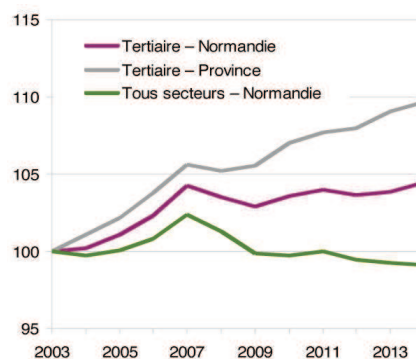
En Normandie, le poids du tertiaire dans l'emploi est, comme pour la valeur ajoutée, moins important qu'en province. La région comptabilise 944 000 emplois tertiaires, soit 73,6 % de l'emploi total (76,4 % en province). La Bourgogne-Franche-Comté et les Pays-de-la-Loire sont les seules régions provinciales où ce poids est encore plus faible. Cette différence entre la Normandie et la province concerne essentiellement le tertiaire marchand, moins développé dans la région (2,2 points de moins qu'en province). De même, l'emploi non salarié dans le tertiaire normand est moins important qu'en province (8,6 % contre 9,8 %).

De 2003 à 2014, l'emploi tertiaire progresse dans la région : le tertiaire normand gagne 40 100 postes (+4,4 %), alors que l'emploi dans l'ensemble des secteurs recule (-0,9 %). L'emploi tertiaire progresse toutefois davantage en province (+9,7 %).

De 2003 à 2007, l'emploi tertiaire progresse vivement, que ce soit en Normandie ou en province (respectivement +1,1 % et +1,4 % par an). Toutefois, comme pour la valeur ajoutée, l'emploi tertiaire décroche en Normandie en 2008 et 2009 alors que le repli de l'emploi se limite à l'année 2008 en province (Illustration 18).

## 18 L'emploi tertiaire normand ne retrouve son niveau d'avant-crise qu'en 2014

Évolution de l'emploi total dans le tertiaire de 2003 à 2014



Source : Insee, Estel au 31/12  
Unité : indice en base 100 en 2003



Après 2009, l'emploi tertiaire repart timidement, jusqu'à atteindre son niveau d'avant crise en 2014 (dès 2009 pour la province). La reprise est plus franche que dans l'ensemble des secteurs de l'économie régionale, mais néanmoins plus faible que dans le tertiaire de province. Cette timide reprise résulte du dynamisme de l'emploi non salarié du secteur, lequel progresse de 3,0 % par an depuis 2008. La mise en place du régime de l'auto-entrepreneur a favorisé cet élan.

## L'emploi intérimaire décroche avec la récession

De 2003 à 2014, l'emploi salarié dans le tertiaire augmente de 2,7 % dans la région. Avant la crise, il progresse dans tous les sec-

teurs d'activités (*Illustration 20*). Les activités immobilières, scientifiques et techniques, et l'hébergement-restauration sont particulièrement dynamiques. Avec une progression de 5,0 % par an, l'intérim s'impose comme le secteur le plus contributif à la croissance. Après la crise, de 2007 à 2014, les postes salariés diminuent dans la majorité des activités tertiaires. Le recul de l'emploi est particulièrement vif dans l'information et la communication, ainsi que dans les activités immobilières. Ces dernières, moins dynamiques qu'en province avant la crise, pâtissent d'un fort recul après 2007 du fait du retournement du marché immobilier. Après avoir été le secteur le plus dynamique avant la crise économique, l'intérim est devenu, après crise, le secteur perdant le plus d'emplois depuis 2007 (-3,7 % par an).

C'est le secteur le plus contributif à la baisse de l'emploi salarié tertiaire en Normandie. L'industrie est le secteur qui y a le plus recours, car il s'agit de la première variable d'ajustement de l'emploi pour les entreprises, offrant une réponse très rapide aux variations de la production. L'intérim a donc souffert de la santé économique de l'industrie normande.

### 20 L'intérim : variable d'ajustement en période de crise

Évolution de l'emploi salarié tertiaire par secteur de 2003 à 2014

	Emplois en 2014	Taux de variation annuel moyen 2003-2007		Taux de variation annuel moyen 2007-2014		Contribution sectorielle à l'évolution de l'emploi entre 2007 et 2014	
		Normandie	Province	Normandie	Province	Normandie	Province
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	137 760	0,6	0,7	-0,4	-0,3	25,1	-16,9
Transports et entreposage	67 760	0,4	-0,3	-0,9	-0,3	31,5	-7,5
Hébergement et restauration	36 250	2,4	2,4	0,3	0,6	-6,3	9,6
Information et communication	11 560	1,8	1,8	-1,6	1,0	10,2	8,9
Activités financières et d'assurance	29 750	1,3	1,5	0,2	0,7	-2,4	8,9
Activités immobilières	9 550	2,7	3,6	-2,1	-1,1	11,5	-4,8
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien (hors intérim)	79 510	1,2	2,8	0,6	1,2	-25,1	45,6
Intérim	34 630	5,0	3,4	-3,7	-2,5	76,2	-34,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	394 180	0,6	1,0	0,3	0,6	-53,5	96,9
Autres activités de services	62 100	1,8	2,1	-1,0	-0,3	32,9	-6,5
<b>Ensemble des activités tertiaires en Normandie</b>	<b>863 050</b>	<b>1,1</b>	<b>1,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Tous secteurs	1 151 360	0,6	0,9	-0,7	-0,2	/	/

Source : Insee, Estel au 31/12

Unités : nombre, %

Note : l'évolution de l'emploi tertiaire est décomposée en la somme des contributions de ses différents secteurs d'activités. Il s'agit de pondérer les variations annuelles du secteur d'activités par son poids dans l'ensemble des activités tertiaires. La pondération est réalisée avec le poids en début de période (2007), ce qui explique que sur la période 2007-2013, la somme des contributions ne coïncide pas toujours avec la variation annuelle moyenne.

Note de lecture : le secteur de l'intérim compte 34 630 emplois en 2014. L'emploi dans le secteur augmente, en Normandie, de +5,0 % par an entre 2003 et 2007 (+3,4 % en province) et baisse de -3,7 % par an entre 2007 et 2014 (-2,5 % en province). Le secteur contribue à hauteur de -0,2 point à la variation constatée sur l'ensemble des activités tertiaires (contribution moins forte en province : -0,1 point).

# Plus d'emplois détruits que créés depuis la crise

Le tissu économique d'un territoire est en perpétuel mouvement. Les mouvements d'établissements, qui accompagnent la mutation du tissu économique, influent sur l'évolution de l'emploi. Ils sont de trois natures : les créations ou destructions d'emplois par les établissements qui survivent (pérennes), les créations ou cessations d'activités (ouverture ou fermeture d'établissements), et les transferts sortants ou entrants (déménagements). Ces mouvements varient selon le secteur : même si l'évolution nette de l'emploi est négative, les secteurs détruisent mais créent aussi des emplois (*Illustrations 21 à 23*).

De 2003 à 2013, l'emploi est quasiment stable dans la construction, diminue dans l'industrie (-1,8 % par an en moyenne) et progresse dans le tertiaire (+1,2 %). L'apparente stabilité de la construction masque un turnover élevé : les créations et destructions d'emploi sont relativement importantes, mais elles se compensent. Les pertes que subit l'industrie relèvent autant de la démographie des établissements que des établissements pérennes. Le tertiaire bénéficie au contraire de ces deux facteurs, mais le premier est le plus favorable, du fait d'un dynamisme des créations d'entreprises particulièrement élevé après la récession.

## La création d'emplois portée par les établissements pérennes avant la récession

Avant la récession, l'emploi progresse dans la construction et le tertiaire, de respectivement 3,4 % et 2,2 % en moyenne par an. Dans ces deux secteurs, les établissements pérennes créent alors davantage d'emploi qu'ils n'en détruisent et constituent le principal moteur de la croissance. Ils permettent une progression nette de l'emploi élevée dans la construction (+3,5 %), mais plus modérée dans le tertiaire (+1,7 %). Ce dernier secteur est néanmoins le seul pour lequel la démographie des établissements est favorable à l'emploi. De son côté, l'emploi dans l'industrie régresse. Depuis 2003, les pertes d'emploi s'élèvent à -1,3 % en moyenne par an. Les grands établissements, tels Renault ou DCNS, perdent des effectifs, mais le premier facteur de désindustrialisation est la démographie des établissements : les destructions d'emploi dans les unités qui cessent sont largement supérieures aux créations dans celles qui se créent.

### 21 Pendant la récession, autant d'emplois créés que détruits dans les établissements pérennes de la construction

Influence des mouvements d'établissements sur la variation de l'emploi dans la construction

	Avant récession	Pendant récession	Après récession	Ensemble de la période
<b>Emplois en début de période</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Emplois créés par les établissements pérennes	+ 10,5	+ 7,4	+ 7,7	+ 9,0
Emplois détruits par les établissements pérennes	- 7,0	- 7,7	- 9,0	- 7,8
<b>Solde des établissements pérennes</b>	<b>+ 3,5</b>	<b>- 0,3</b>	<b>- 1,3</b>	<b>+ 1,2</b>
Créations/réactivations/reprises	+ 4,4	+ 2,8	+ 3,1	+ 3,6
Cessations/disparitions	- 4,9	- 5,1	- 4,3	- 4,7
<b>Solde créations/cessations</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 2,4</b>	<b>- 1,2</b>	<b>- 1,1</b>
Transferts entrants	+ 3,5	+ 2,7	+ 3,0	+ 3,2
Transferts sortants	- 3,1	- 2,6	- 3,0	- 3,0
<b>Solde des transferts</b>	<b>+ 0,4</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,0</b>	<b>+ 0,2</b>
<b>Emplois en fin de période</b>	<b>103,4</b>	<b>97,5</b>	<b>97,5</b>	<b>100,3</b>

Source : Insee, REE - CLAP

Base : 100 emplois en début de période - Données en moyenne annuelle

Note : rupture fin 2008 - Récession : début 2009 - fin 2010

Note de lecture : durant la période qui précède la récession, les établissements créés, réactivés ou repris améliorent l'emploi du secteur de 4,4 % par an. Inversement, les établissements cessés ou disparus le font reculer de 4,9 %. La variation nette de l'emploi liée à la démographie des établissements est donc de -0,5 % par an.

### 22 Pendant la récession, les établissements industriels pérennes détruisent quasiment deux fois plus d'emplois qu'ils n'en créent

Influence des mouvements d'établissements sur la variation de l'emploi dans l'industrie

	Avant récession	Pendant récession	Après récession	Ensemble de la période
<b>Emplois en début de période</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Emplois créés par les établissements pérennes	+ 5,1	+ 3,5	+ 4,1	+ 4,5
Emplois détruits par les établissements pérennes	- 5,4	- 6,1	- 5,0	- 5,5
<b>Solde des établissements pérennes</b>	<b>- 0,4</b>	<b>- 2,6</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 0,9</b>
Créations/réactivations/reprises	+ 3,1	+ 2,5	+ 1,9	+ 2,6
Cessations/disparitions	- 4,1	- 3,4	- 2,4	- 3,5
<b>Solde créations/cessations</b>	<b>- 1,1</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 0,5</b>	<b>- 0,9</b>
Transferts entrants	+ 0,8	+ 0,7	+ 0,6	+ 0,7
Transferts sortants	- 0,7	- 0,9	- 0,5	- 0,7
<b>Solde des transferts</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,1</b>
<b>Emplois en fin de période</b>	<b>98,7</b>	<b>96,4</b>	<b>98,7</b>	<b>98,2</b>

Source : Insee, REE - CLAP

Base : 100 emplois en début de période - Données en moyenne annuelle

Note : rupture fin 2008 - Récession : début 2009 - fin 2010

Note de lecture : durant la période qui précède la récession, l'emploi du secteur progresse 0,8 % par an grâce aux transferts entrants d'établissements. En revanche, les transferts sortants le font reculer de 0,7 %. Globalement, l'emploi augmente de 0,1 % par an grâce aux transferts d'établissements.

## Pendant la récession, un faible renouvellement des postes dans les établissements pérennes de la construction

Pendant la récession, la situation se détériore dans les trois secteurs d'activités, et particulièrement dans la construction où l'emploi baisse de -2,5 % en moyenne par an. Ce recul s'effectue par un moindre renouvellement des postes : les destructions d'emplois varient peu mais les créations d'emplois diminuent. Ces dernières faiblissent particulièrement dans les établissements pérennes, et notamment dans la construction (-3 points). Elles diminuent moins dans les établissements nouveaux, mais le recul est, cette fois encore, plus prononcé dans la construction (-1,6 point) que dans les autres secteurs. Globalement, les pertes brutes d'emplois restent fortes dans l'industrie et diminuent légèrement dans le tertiaire. Elles progressent en revanche dans la construction, et particulièrement dans les établissements pérennes.

## La reprise dans le tertiaire portée par les créations d'établissements après la récession

Après la récession, le tertiaire crée davantage d'emploi (+0,7 % de progression annuelle moyenne), l'industrie réduit ses pertes (-1,3 %) mais pas la construction. Dans l'industrie, les pertes sont freinées grâce à la dynamique des établissements pérennes : ils détruisent moins d'emplois que pendant la récession et en créent plus, le solde restant toutefois négatif. Dans le secteur tertiaire, la hausse des créations d'emplois est due à la création d'établissements qui génère plus d'emplois que pendant la période de récession. Dans la construction, le recul de l'emploi est autant dû à la faible dynamique de création d'établissements qu'à celle des éta-

## 23 Après récession, les créations d'établissements contribuent nettement à la reprise dans le tertiaire

Influence des mouvements d'établissements sur la variation de l'emploi dans le tertiaire

	Avant récession	Pendant récession	Après récession	Ensemble de la période
<b>Emplois en début de période</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Emplois créés par les établissements pérennes	+ 9,7	+ 7,4	+ 7,2	+ 8,2
Emplois détruits par les établissements pérennes	- 8,0	- 8,2	- 7,3	- 7,8
<b>Solde des établissements pérennes</b>	<b>+ 1,7</b>	<b>- 0,9</b>	<b>- 0,1</b>	<b>+ 0,4</b>
Créations/réactivations/reprises	+ 5,9	+ 4,8	+ 5,8	+ 5,6
Cessations/disparitions	- 5,7	- 4,0	- 5,1	- 5,1
<b>Solde créations/cessations</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,8</b>	<b>+ 0,7</b>	<b>+ 0,5</b>
Transferts entrants	+ 1,7	+ 1,7	+ 1,7	+ 1,7
Transferts sortants	- 1,4	- 1,5	- 1,6	- 1,5
<b>Solde des transferts</b>	<b>+ 0,3</b>	<b>+ 0,2</b>	<b>+ 0,1</b>	<b>+ 0,2</b>
<b>Emplois en fin de période</b>	<b>102,2</b>	<b>100,1</b>	<b>100,7</b>	<b>101,2</b>

Source : Insee, REE - CLAP

Base : 100 emplois en début de période - Données en moyenne annuelle

Note : rupture fin 2007 - Récession : début 2008 - fin 2009

Note de lecture : durant la période qui précède la récession, les créations d'emploi des établissements pérennes correspondent tous les ans à 9,7 % des effectifs du secteur. Leurs destructions d'emploi sont de 8,0 %. Les établissements pérennes entraînent donc une amélioration nette de l'emploi du secteur de 1,7 % par an.

blissements pérennes. Le solde d'emploi liés aux créations et cessations d'établissements s'améliore par rapport à la période de récession mais reste négatif. Dans les établissements pérennes, les créations d'emplois sont stables par rapport à la période de récession mais les destructions s'accroissent, engendrant un solde négatif des emplois.

## Une dépendance aux centres de décision extérieurs amoindrie

Les destructions et créations d'emploi qui se sont produites engendrent des mutations économiques. Hors agriculture, 49,5 % des effectifs normands travaillent dans un établissement dépendant d'un centre de déci-

sion situé hors de la région. Cette part a légèrement diminué depuis 2009 (-0,4 point).

La récession a entraîné une diminution de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. En effet, les effectifs ont davantage reculé dans les établissements de grande taille, qui sont des établissements pérennes et les plus dépendants de l'extérieur. La dépendance de la région aux centres de décision extérieurs a donc légèrement diminué depuis la crise de 2008-2009.